



**ASSOCIATION MLEZI MAORE**

Siège social : 6 rue Jardin Fleuri, CAVANI - 97600 MAMOUDZOU  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



**RSM REUNION MAYOTTE  
AUDIT**  
95 Chemin PENTE SASSY  
Espace TARANI-local n°1  
97440 Saint-André  
t. : +262 (0) 2 62 81 88 17  
x : +262 (0) 2 62 21 70 69

[www.rsmfrance.fr](http://www.rsmfrance.fr)

## **ASSOCIATION MLEZI MAORE**

Siège social : 6 rue Jardin Fleuri, CAVANI - 97600 MAMOUDZOU  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'Association MLEZI MAORE,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MLEZI MAORE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristique » de l'annexe des comptes annuels concernant :

- Le point 1 au sujet des conséquences du cyclone Chido en particulier les difficultés d'obtenir des conventions ou arrêtés de fonctionnement dans les délais impartis ;
- Le point 3 relatif à l'impact sur les comptes de la gestion des fonds européen ;
- Le point 4 relatif aux retards d'encaissement des créances liés au projet ;
- Le point 5 sur le risque lié au bâti CHRS SONGORO ;
- Le point 6 relatif à l'impact du contrôle URSAFF 2020-2022 sur les comptes

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Subventions et Concours publics**

Votre association a comptabilisé des subventions et concours publics, tel que mentionné dans la note 10 « Subvention et concours publics » de l'annexe. Nous avons contrôlé la réalité, la mesure et le respect de la séparation des exercices de ces financements. Nous nous sommes ainsi assuré que les subventions et concours publics sont bien rattachées à leur exercice d'attribution et avons contrôlé les périodes subventionnées et le respect de la ventilation.

## **Fonds dédiés**

Votre association a comptabilisé des fonds dédiés, tel que mentionné dans la note 9 « Fonds dédiés » de l'annexe. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre association pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes. Nous nous sommes assurés que l'information était fournie de façon appropriée dans la note 9 « Fonds dédiés » de l'annexe

### **Provisions pour risques et charges**

Votre association a comptabilisé des provisions pour risques et charges, tel que mentionné dans la note 8 « Provisions & Dépréciations » de l'annexe. Sur la base des éléments disponible à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'examen de la situation. Nous nous sommes assurés que l'information était fournie de façon appropriée dans la note 8 « Provisions & Dépréciations » de l'annexe.

### **Produits constatés d'avance**

Votre association a comptabilisé des produits constatés d'avance, tel que mentionné dans la note 13 « Produits constatés d'avance » de l'annexe. Sur la base des éléments disponible à ce jour, notre appréciation du respect du principe de séparation des exercices s'est fondée sur l'examen de la situation, des conventions et de la réalisation des prestations. Nous nous sommes assurés que l'information était fournie de façon appropriée dans la note « Produits constatés d'avance » de l'annexe.

### **Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'administrateur unique.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Paul, le 23 juin 2025

Le commissaire aux comptes

**RSM Réunion-Mayotte Audit**

Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de La  
Réunion



**Eric VERBARD**

Associé



**RSM REUNION MAYOTTE AUDIT**  
Commissariat Aux Comptes  
SAS au capital de 1 000 €  
66, Chemin Pente Sassy  
Espace Tarani - Local 1  
97440 SAINT ANDRE  
SIRET : 797 998 325 00014 - NAF : 6920Z  
☎ : 0262 818 817  
✉ : contact-oi@rsmfrance.fr



## **Mlezi Maore**

6, rue Jardin Fleuri, Kavani  
97600 Mamoudzou

## **Comptes Annuels**

Arrêtés au 31 décembre 2024

Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024

Annexe visée  
par le CAC

Sommaire

<b>BILAN</b>	<b>7</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE</b>	<b>12</b>
<b>PRESENTATION DE L'ENTITE</b>	<b>12</b>
<b>FAITS CARACTERISTIQUES</b>	<b>13</b>
<b>EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE</b>	<b>16</b>
<b>CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE</b>	<b>16</b>
<b>PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION</b>	<b>17</b>
<b>NOTE 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES</b>	<b>22</b>
<b>NOTE 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>23</b>
<b>NOTE 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>	<b>24</b>
<b>NOTE 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES</b>	<b>25</b>
<b>NOTE 6. VARIATION DES FONDS PROPRES</b>	<b>26</b>
<b>NOTE 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT</b>	<b>27</b>
<b>NOTE 8. PROVISIONS &amp; DEPRECIATIONS</b>	<b>28</b>
<b>NOTE 9. FONDS DEDIES</b>	<b>29</b>
<b>NOTE 10. CHARGES A PAYER</b>	<b>30</b>
<b>NOTE 11. PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>30</b>
<b>NOTE 13. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>30</b>
<b>NOTE 14. BILAN FINANCIER</b>	<b>31</b>
<b>NOTE 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE</b>	<b>32</b>
<b>NOTE 16. PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>33</b>
<b>NOTE 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>33</b>
<b>NOTE 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>34</b>
<b>NOTE 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS</b>	<b>34</b>
<b>NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE</b>	<b>35</b>
<b>NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE</b>	<b>36</b>
<b>NOTE 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	<b>37</b>
<b>NOTE 23. EFFECTIF</b>	<b>38</b>
<b>NOTE 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>38</b>
<b>NOTE 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALAIRES</b>	<b>38</b>
<b>NOTE 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>38</b>
<b>NOTE 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT</b>	<b>38</b>

Annexe visée  
par le CAC



## BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2024	31/12/2023
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	267 637	203 093	64 544	95 287
Frais de recherche et de développement	14 816	11 298	3 518	
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	33 353	16 215	17 138	8 024
Fonds commercial	10 252	10 252		10 252
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	227 759	252	227 507	219 700
Constructions	2 183 376	1 297 262	886 114	1 141 751
Installations techniques, matériels et outillage	106 264	77 321	28 943	69 956
Autres Immobilisations corporelles	7 928 355	5 253 595	2 674 760	4 106 460
Immobilisations corporelles en cours	7 500		7 500	
Avances et acomptes				21 658
Biens reçus par legs ou donations dest à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	980		980	980
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	29		29	29
Prêts				
Autres Immobilisations Financières	386 587	5 774	380 813	343 235
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>11 166 908</b>	<b>6 875 062</b>	<b>4 291 846</b>	<b>6 017 332</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	177 249		177 249	47 535
<b>Créances</b>				
Créances usagers et comptes rattachés	6 228 768	110 714	6 118 054	4 439 635
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	11 673 221	2 392 559	9 280 662	8 762 182
Valeurs mobilières de placement et Inst. de Trésor.	275 057		275 057	275 057
Disponibilités	7 395 330		7 395 330	5 247 855
Charges constatées d'avance	603		603	23 943
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>25 750 228</b>	<b>2 503 273</b>	<b>23 246 955</b>	<b>18 796 207</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion actif				
Ecart d'arrondi				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>36 917 136</b>	<b>9 378 335</b>	<b>27 538 801</b>	<b>24 813 539</b>

Annexe visée  
par le CAC

<b>BILAN PASSIF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Fonds Propres sans droit de reprise</b>	<b>146 360</b>	<b>146 360</b>
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires	146 360	146 360
<b>Fonds Propres avec droit de reprise</b>		
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
<b>Ecarts de réévaluation</b>		
<b>Réserves</b>	<b>7 916 741</b>	<b>7 685 130</b>
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité	167 879	167 879
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	7 573 274	7 341 663
- Autres réserves	175 588	175 588
<b>Report à nouveau</b>	<b>-2 515 803</b>	<b>-1 454 059</b>
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	2 473 589	478 011
- Autres reports à nouveau	-4 989 392	-1 932 070
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>1 424 944</b>	<b>-830 130</b>
- Activités en gestion contrôlée	1 603 095	2 063 401
- Autres activités	-178 151	-2 893 531
<b>Situation Nette</b>	<b>6 972 242</b>	<b>5 547 301</b>
Subventions d'investissement	975 006	1 159 844
Provisions réglementées	476 377	500 136
Autres fonds propres		
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>8 423 625</b>	<b>7 207 281</b>
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	8 380 581	9 232 308
<b>FONDS DEDIES OU REPORTEES</b>	<b>8 380 581</b>	<b>9 232 308</b>
Provisions pour risques	85 883	46 500
Provisions pour charges	910 506	801 952
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>996 389</b>	<b>848 452</b>
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	31 938	81 175
Emprunts et dettes financières divers	5 545	5 545
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	5 006	6 454
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 277 619	1 121 569
Dettes fiscales et sociales	4 985 569	3 889 283
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	308 869	2 169 200
Produits constatés d'avance	3 123 660	252 272
<b>DETTES</b>	<b>9 738 206</b>	<b>7 525 498</b>
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>27 538 801</b>	<b>24 813 539</b>
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		152

Annexe visée  
par le CAC

## COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2024	31/12/2023
Cotisations		
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>584 671</b>	<b>302 516</b>
-Ventes de biens :	15 629	31 435
<i>Ventes de marchandises</i>		
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>	15 629	31 435
<i>Ventes de dons en nature</i>		
-Ventes de prestations de service :	569 042	271 081
<i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i>		
<i>Prestations de Service</i>	228 082	153 793
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	340 960	117 288
<i>Autres prestations de service</i>		
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>36 054 437</b>	<b>37 863 478</b>
- Concours publics	24 545 608	22 251 399
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	10 635 465	10 124 089
<i>Dotation Globale de Financement</i>	13 910 143	12 056 795
<i>Autres produits de tarification</i>		70 515
- Subventions d'exploitation	11 328 227	15 612 079
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation		
- Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		
- Contributions financières	180 602	
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	509 856	337 339
Utilisation des fonds dédiés	5 456 910	3 653 115
Autres produits de Gestion Courante	589 991	335 776
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>43 195 865</b>	<b>42 492 224</b>
Achat de marchandises	12 657	1 647
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	96 571	
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	8 159 153	7 524 041
Aides financières	488 745	633 239
Impôts, taxes et versements assimilés	1 122 244	588 209
Salaires et traitements	18 235 579	17 993 456
Charges sociales	5 569 924	5 812 061
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 565 696	1 734 265
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations	587 401	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	474 194	2 389 230
Pour risques et charges : dotations aux provisions	255 846	46 500
Engagements à réaliser sur ressources affectées	4 605 188	5 996 575
Autres charges	178 825	555 894
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>41 352 023</b>	<b>43 275 117</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 843 842</b>	<b>-782 893</b>
<b>Quote part de résultat sur opérations faites en commun</b>		
+ Excédent ou déficit transféré		
- Déficit ou excédent transféré		

Annexe visée  
par le CAC

<b>COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	8 598	34 530
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>Produits financiers</b>	<b>8 598</b>	<b>34 530</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 014	2 103
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Charges financières</b>	<b>1 014</b>	<b>2 103</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>7 584</b>	<b>32 427</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>1 851 426</b>	<b>-750 466</b>
Sur opérations de gestion		2 618
Sur opérations en capital	100	29 000
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	23 759	24 296
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>23 859</b>	<b>55 914</b>
Sur opérations de gestion	960	60 015
Sur opérations en capital	19 204	24 271
Dotations aux amortissements et aux provisions	430 177	51 292
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>450 341</b>	<b>135 578</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-426 482</b>	<b>-79 664</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés		
<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 424 944</b>	<b>-830 130</b>
<i>Total des Produits</i>	<i>43 228 322</i>	<i>42 582 668</i>
<i>Total des Charges</i>	<i>41 803 378</i>	<i>43 412 798</i>

Annexe visée  
par le CAC

## Sommaire :

Réf	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
LISTE DES STRUCTURES COMPRISES DANS LE PERIMETRE		X		
PRESENTATION DE L'ENTITE		X		
FAITS CARACTERISTIQUES		X		
EVENEMENTS POST CLOTURE		X		
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE		X		
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION				
NOTES SUR LE BILAN				
Note 1	Immobilisations incorporelles, corporelles & financières	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Tableau des filiales et participations	X		
Note 4	Stocks			X
Note 5	Etat des créances & dettes	X		
Note 6	Fonds Propres	X		
Note 7	Tableau explicatif du résultat de l'exercice	X		
Note 8	Provisions & Dépréciations	X		
Note 9	Fonds dédiés	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
Note 12	Charges constatées d'avance		X	
Note 13	Produits constatés d'avance	X		
Note 14	Bilan Financier	X		
Note 15	Tableau de flux de trésorerie	X		
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT				
Note 16	Produits d'exploitation	X		
Note 17	Résultat financier		X	
Note 18	Résultat exceptionnel	X		
Note 19	Résultat effectif Goba	X		
Note 20	Subventions et Concours Publics	X		
Note 21	Sectorisation	X		
AUTRES INFORMATIONS				
Note 22	Engagements hors bilan	X		
Note 23	Effectif moyen	X		
Note 24	Crédit-bail			X
Note 25	Contributions volontaires en nature		X	
Note 26	Rémunérations allouées aux organes dirigeants	X		
Note 27	Honoraires des commissaires aux comptes	X		
Note 28	Charge liée à l'impôt	X		
Note 29	Compte de résultat par objet et destination			X
Note 30	Compte d'emploi des ressources collectées auprès du public			X
Note 31	Legs et donations			X

Annexe visée  
par le CAG

## ANNEXE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 sont caractérisés par les données suivantes :

✓ Total du bilan	27 538 801 €
✓ Total du compte de résultat (Produits)	43 228 322 €
✓ Résultat de l'exercice (Excédent)	1 424 944 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Président Administrateur Unique de l'association.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

## PRESENTATION DE L'ENTITE

L'association Mlezi Maore a pour but d'apporter, à un public d'enfants soumis à l'obligation de l'instruction scolaire ou non, de jeunes et d'adultes en difficultés (hommes et femmes) les moyens nécessaires à une insertion sociale rapide au sein d'une société en pleine mutation.

Elle intervient notamment dans les champs du Handicap, de la Jeunesse et des Solidarités sur le territoire de Mayotte.

Pour arriver à ses objectifs Mlezi Maore compte désormais 35 dispositifs sur le territoire dont 20 établissements sociaux et médico-sociaux (AEMO, CHRS, ITEP, CAMSP, IME, SESSAD, UEEA...) sous contrôle d'une autorité de tarification et de contrôle.

Annexe visée  
par le CAC<sup>12</sup>

## FAITS CARACTERISTIQUES

### 1. Cyclone Chido

Le 14 décembre 2024, le cyclone tropical Chido a frappé Mayotte causant ainsi des dégâts considérables sur l'ensemble de l'île qui perturbent la logistique, entraînant des coûts supplémentaires pour la remise en état des infrastructures et le maintien de la sécurité des équipes et des bénéficiaires. Les accès aux sites d'intervention peuvent être limités, retardant ainsi la mise en œuvre de certaines actions. Les jeunes et les familles les plus vulnérables, déjà affectés par ces phénomènes, risquent de rencontrer davantage de difficultés à accéder aux services proposés, ce qui pourrait amplifier les inégalités sociales et économiques dans la région.

Ce cyclone est responsable de dysfonctionnements au sein des administrations et des services des financeurs (absence des agents en charge du financement). Il est ressorti des difficultés d'obtenir des conventions ou arrêtés de fonctionnement dans les délais impartis. Avec l'accord de ces financeurs matérialisé par des courriels, des subventions ont été enregistrées.

Chido a un impact financier de -1 Me sur le résultat 2024 notamment lié aux sorties d'actifs immobilisés impactant le résultat exceptionnel (-0.4 Me) ou les dépréciations d'immobilisations constatées dans le résultat d'exploitation (-0.6 Me).

Des financements ont été notifiés à ce titre et rattachés à l'exercice 2024 (503 k€). Ils ont été intégralement neutralisés en fonds dédiés à la clôture.

### 2. Vie des établissements

L'établissement M'Tsangabeach, qui a généré une perte 2024 de -0.4 Me, a été fermé en juillet 2024.

### 3. Financements - Ressources

#### Gestion des fonds européens à Mayotte

#### 1. Suivi des projets FSE 2014-2020 (PO14-20)

L'Association Mlézi Maoré reste en attente des rapports définitifs d'audit pour plusieurs projets FSE relevant de la programmation 2014-2020. Les services instructeurs ont procédé à une certification administrative des rapports avant le 31/10/2024, les contrôles étant réalisés a posteriori. À ce jour, les rapports définitifs pour les projets SIAE 2022 et E2C 2022-mars 2023 ne sont pas encore disponibles, bien que les compléments aient été transmis. Le rapport provisoire du projet SIAE 2019-2021 n'a pas encore été reçu. Ces éléments n'ont **aucun impact sur les comptes 2024**.

#### 2. Instruction des projets FSE 2021-2027 (PO21-27)

Trois projets sont en cours d'instruction :

- **SIAE et AESS (Priorité 1 / Objectif 1.h)** : les dossiers, complétés, passeront en comité de décision en juin 2025. Pour l'AESS, un renforcement de l'accompagnement socio-professionnel est prévu via l'ajout de 0,5 ETP de CIP à partir de juin 2025.
- **E2C (Priorité 2 / Objectif 2.a)** : en raison d'une forte tension budgétaire sur l'appel à projets (30 M€ demandés pour 16 M€ disponibles), le dossier devrait être examiné en comité en juin 2025. Une réduction budgétaire a été anticipée pour 2025 afin d'ajuster la demande aux capacités de financement.

Annexe visée  
par le CAC<sup>13</sup>

Ces éléments relèvent de la gestion prospective des projets et **n'affectent pas les comptes 2024**.

Trois dossiers ont été déposés le 20 mars 2025 et sont toujours en attente de validation par la commission, initialement prévue en avril puis en mai. Leur passage en commission pourrait intervenir en juin, sans garantie à ce stade.

- **Dossier 562 – SIAE** (01/01/2023 au 31/12/2025) : montant total 4 779 ke , dont 2 439 ke de FSE. Les comptes 2024 intègrent 511 ke pour 2023 et 250 ke pour 2024, soit 47,91 % du budget prévisionnel déposé.
- **Dossier 558 – AEES** (01/01/2024 au 31/12/2025) : montant total 405 ke, dont 312 ke de FSE. Aucun produit n'a été comptabilisé en 2024.
- **Dossier 545 – E2C** (01/04/2023 au 31/12/2025) : montant total 1 626 ke, dont 899 ke de FSE. Aucun produit n'a été comptabilisé en 2024.

Ces projets sont en cours d'instruction. Les retards de validation n'ont **aucune incidence sur les comptes 2024**, les produits n'ayant été comptabilisés que lorsque les conditions étaient réunies.

#### Solde des conventions SIAE 2019 à 2021

Les services instructeurs ont validé les soldes de subventions FSE de 2019 à 2021 en 2023. Un taux d'éligibilité de 53% a été retenu sur cette période, avec rejet de certaines dépenses suite aux contrôles. Les services du groupe SOS sont en échange avec les services du GIP pour réintégration de certaines dépenses inéligibles, au regard du contexte mahorais.

L'Association Mlézi Maoré a fait l'objet en 2025 d'un audit provisoire de l'Autorité nationale d'audit (Anafe) concernant une opération cofinancée par le FSE. L'audit a relevé des anomalies documentaires, des dépenses inéligibles (notamment liées aux participants et aux prestations externes), ainsi qu'un taux d'erreur provisoire de 76,59 %, soit 441 ke à justifier. L'association a engagé les démarches nécessaires dans le cadre de la phase contradictoire, en attente du rapport définitif (projet FSE du SIAE pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 et concerne le projet 2019-2021).

Dans les comptes au 31 12 2023 nous avons :

- ✓ Passé en perte en 2023, 181 ke au titre de 2019.
- ✓ Passé en provision de reversement en 2023, 289 ke au titre de 2020.
- ✓ Passé en provision de reversement en 2023, 228 ke au titre de 2021.

Ces éléments n'ont aucun impact sur les comptes 2024.

#### **Reprise de résultat par les autorités de tarification**

Dans les établissements sociaux et médico-sociaux n'ayant pas conclu de Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens, l'autorité de tarification peut décider d'affecter les excédents des années précédentes en réduction des charges d'activité. Ces sommes viennent alors en diminution des produits d'exploitation. A contrario, ils peuvent décider de reprendre les pertes antérieures ; ces sommes viennent en augmentation des produits de tarification.

Les reprises de résultat effectuées par les autorités de tarification ont conduit à une augmentation des produits de 457 ke en 2024.

#### **Crédits non reconductibles reçus**

Les produits d'exploitation comprennent à hauteur de 999 ke des crédits non reconductibles supplémentaires (pour mémoire en 2023, les CNR s'élevaient à 38 ke). Ces crédits ont fait l'objet d'arrêtés tarifaires et rattachés en 2024. Ils ont notamment pour objet :

- Aides pour faire face au cyclone Chido
- Financement du démarrage de l'activité du CMPP
- Financement du démarrage de l'activité IMPRO

Annexe visée  
par le CAC<sup>4</sup>



#### **4. Retards d'encaissements des créances liées aux projets**

Les retards d'encaissements des projets financés, notamment par le Conseil Départemental & le FSE représentent une créance de 4.713 ke sur 4 ans (2019-2022), ont été dépréciés en 2023 à hauteur de 2.226 ke compte tenu du risque de non recouvrement analysé à la clôture, dont 986 ke pour l'établissement SIAE et 548 ke pour le pôle Enfance.

Pour faire suite à des encaissements par le pôle enfance, une reprise de dépréciation de 209 ke a été constatée à la clôture impactant positivement le résultat.

#### **5. Risque sur le bâti CHRS Songoro**

Compte tenu des problématiques de glissements de terrain, le CHRS Songoro a été fermé et évacué. Une provision pour travaux a été constatée pour un montant total de 500 ke (2018 : 300 ke – 2019 : 100 ke – 2020 : 100 ke) sur la base des constations des experts internes et externes à l'association afin de couvrir l'ensemble des risques de malfaçons et sécuriser le lieu pour une reprise d'activité.

En 2024, des reprises de 20 ke ont été effectuées pour faire suite à des engagements de dépenses portant le solde de la provision à 418 ke.

#### **6. Contrôle URSSAF – Période 2020 -2022**

L'association Mlezi Maore a fait l'objet d'un contrôle Urssaf au titre des années 2020, 2021 et 2022 au titre de l'application des législations de sécurité sociale.

Une lettre d'observation, reçue le 15-11-2023, notifie un redressement de 110 ke. Ce redressement a fait l'objet d'une contestation en janvier 2024, notamment sur les redressements versement mobilité et réduction générale sur les bas salaires.

À la suite d'échanges contradictoires et de la transmission de nouvelles données sociales, l'URSSAF a procédé à une réévaluation des montants concernés. Le redressement initialement envisagé a été annulé, et un crédit global de **129 ke** a été reconnu en faveur de l'association, réparti comme suit :

- **Réduction générale des cotisations sociales** : régularisation favorable de **432 ke** sur les années 2020 à 2022.
- Annulation de rappels initiaux sur d'autres postes (formation professionnelle, dialogue social, versement mobilité) pour un total de **187 ke**.

Aucune majoration de retard n'a été appliquée, conformément au droit à l'erreur prévu par l'article R.243-17 du Code de la sécurité sociale.

Cette régularisation a un impact significatif sur les comptes de l'exercice en cours, soit **+ 239 ke**, tant en termes de produits constatés que de situation nette.

Annexe visée  
par le CAC<sub>15</sub>

<b>EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE</b>
--

Néant.

<b>CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE</b>
---

**a) Changement de méthode comptable**

Néant.

**b) Changement de présentation et circonstance empêchant la comparaison**

Néant.

**c) Changement d'estimation comptable**

Néant.

Annexe visée  
par le CAC<sub>46</sub>

## PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

### a) Principes comptables généraux

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Compte tenu du fait que les établissements tiennent une comptabilité analytique, les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont directement intégrés au sein de la balance générale.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un compte administratif distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est communiquée dans la note 7 – Tableau explicatif du résultat.

### b) Principes comptables sectoriels

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1<sup>er</sup> du règlement ANC n°2019-04 et les règlements ANC n°2020-08 et 2022-94.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° D.G.A.S./SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;

Annexe visée  
par le CAC

- De l'arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L 312.1 du code de l'action sociale et des familles.
- En respectant le règlement ANC N°2016-07 relatif au P.C.G. homologué par article du 26 décembre 2016 et publié au Journal Officiel du 28 décembre 2016 au titre des règles de comptabilisation des domaines spécifiques : règles d'évaluation des éléments du patrimoine, des contributions volontaires en nature.

### c) Dispositions spécifiques aux principes comptables

Néant.

### d) Immobilisations Incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

L'amortissement est pratiqué à compter de la mise en service de l'élément d'actif à amortir selon la règle du prorata temporis.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie d'utilité prévue, en mode linéaire :

- |                     |           |
|---------------------|-----------|
| - Logiciels         | 1 à 3 ans |
| - Licences diverses | 1 à 3 ans |

### e) Immobilisations Corporelles immeubles et meubles :

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

**Les amortissements** sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporis.

En mode linéaire :

- |                                      |             |
|--------------------------------------|-------------|
| - Construction                       | 10 à 40 ans |
| - Installations et agencements       | 5 à 10 ans  |
| - Véhicules de transport             | 2 à 5 ans   |
| - Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans   |
| - Mobilier                           | 2 à 5 ans   |

#### Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée dans les comptes.

### f) Immobilisations Financières :

Les titres de participation ainsi que les autres immobilisations financières, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Annexe visée  
par le CAC

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

Le détail des participations détenues est communiqué en Note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en Note 8 de l'annexe.

### **g) Créances et Dettes :**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Le détail des dépréciations constatées sur les actifs est indiqué en Note n° 8 de l'annexe.

### **Comptes Courants d'associés**

Le détail des comptes courants détenus sur les filiales est indiqué en note n° 3 de l'annexe.

### **h) Trésorerie - Emprunts**

- **Disponibilités** : lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.

- **Valeurs mobilières de placement** :

**Titres** : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, le relevé des valeurs s'élève à 1 ke, contre une valeur de prix de revient global comptabilisé de 1 ke.

**Comptes à Terme – Dépôt à Terme** : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31-12-2024, l'association dispose d'un dépôt à terme d'une valeur de 274 ke faisant l'objet d'un nantissement dans le cadre de l'emprunt souscrit en 2019 auprès du Crédit Agricole (cf. Note n°22).

- **Emprunts** : les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

### **i) Apports en Fonds Associatifs avec Droit de reprise**

Les apports en fonds associatifs avec droit de reprise sont, le cas échéant, constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note 22 – engagements donnés.

Au 31/12/2024, l'association ne bénéficie pas d'apport en fonds associatifs avec droit de reprise.

Annexe visée  
par le CAC

## **j) Subventions d'investissement**

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, sont comptabilisées au passif du bilan, lors de leur notification, en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à couvrir au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2024 à 975 006 euros.

## **k) Provisions réglementées**

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

La note n° 8 de l'annexe récapitule les mouvements ayant affecté ces provisions.

## **l) Provisions pour risques et charges :**

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, conformément au règlement ANC 2014-03, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

**Les provisions pour risques prud'hommes** et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement ANC 2014-03.

**Les provisions pour gros entretiens** ou grandes révisions incluent les règles applicables à compter du 1er janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces règles excluent clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien.

Le règlement 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement ANC 2014-03, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

La note n° 8 de l'annexe récapitule les mouvements ayant affecté ces provisions.

Annexe visée  
par le CAC

### **m) Fonds dédiés**

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est communiqué en note N° 9.

\*\*\*\*\*

Annexe visée  
par le CAC<sup>21</sup>

**Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES**

Valeur Brute en euros	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation De Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	279 357	3 696	-600							282 453
Autres immobilisations incorporelles	38 452	17 850	-12 697							43 605
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>317 809</b>	<b>21 546</b>	<b>-13 297</b>							<b>326 058</b>
Terrains	220 073	8 983	-1 297							227 759
Constructions	2 036 329	161 019	-13 972							2 183 376
Instal. techniques matériel et outillage	232 733	7 727	-134 196							106 264
Instal. générales, aménagements divers	4 345 528	260 286	-1 265 641							3 340 173
Matériel de transport	2 950 668	19 627	-313 175					21 658		2 678 778
Matériel de bureau et informatique	841 376	127 437	-120 194							848 619
Mobilier	811 265	130 033	-227 236							714 062
Autres	371 844	86 051	-111 172							346 723
Immobilisations corporelles en cours		7 500						-21 658		7 500
Avances et acomptes	21 658									
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>11 831 474</b>	<b>808 663</b>	<b>-2 186 883</b>							<b>10 453 254</b>
Participations	980									980
Prêts										
Autres titres et immobilisations financières	349 038	59 822	-22 244							386 616
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>350 018</b>	<b>59 822</b>	<b>-22 244</b>							<b>387 596</b>
<b>Total Valeurs Brutes</b>	<b>12 499 301</b>	<b>890 031</b>	<b>-2 222 424</b>							<b>11 166 908</b>



**Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

Amortissements en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation De Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	184 070	30 921	-600							214 391
Autres immobilisations incorporelles	20 176	8 736	-12 697							16 215
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>204 246</b>	<b>39 657</b>	<b>-13 297</b>							<b>230 606</b>
Terrains	373	1 176	-1 297							252
Constructions	894 578	207 051	-13 970							1 087 659
Instal. techniques matériel et outillage	162 777	48 359	-134 197							76 939
Instal. générales, aménagements divers	2 332 473	690 190	-1 265 641							1 757 022
Matériel de transport	1 679 484	580 631	-313 177							1 946 938
Matériel de bureau et informatique	478 980	169 650	-117 894							530 736
Mobilier	522 614	164 204	-219 961							466 857
Autres	200 670	94 956	-110 748							184 878
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>6 271 949</b>	<b>1 956 217</b>	<b>-2 176 885</b>							<b>6 051 281</b>
<b>Total Amortissements</b>	<b>6 476 195</b>	<b>1 995 874</b>	<b>-2 190 182</b>							<b>6 281 887</b>

Annexe visée  
par le CAC

**Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS**

<i>Informations financières</i>						
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Chiffre d'affaires HT
Alliance Gestion - GIE	2 024	200 100	-	0,01%	30	28 351 696
SCI Mlezi Maore	2 024	1 000	88 423	95,00%	84 952	17 342
						85 347

  

<i>Autres renseignements</i>				
<i>Valeur comptables des titres détenus</i>				
Brute	Nette	Prêts et avances accordés	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
Alliance Gestion - GIE	30	30	-	0
SCI Mlezi Maore	950	950	141 884	0
<b>Total</b>	<b>980</b>	<b>980</b>	<b>141 884</b>	<b>0</b>

Annexe visée  
par le CAC

## Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts ( 1 )			386 587
Autres immobilisations financières	386 587		
Clients douteux	19 574	19 574	
Usagers, clients et comptes rattachés	6 209 194	6 209 194	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	125 025	125 025	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	529 241	529 241	
Etat et collectivités publiques	10 317 633	9 797 559	520 074
Groupe et associés	141 884	4 884	137 000
Autres créances	559 438	379 555	179 883
Charges constatées d'avance	603	603	
<b>TOTAL</b>	<b>18 289 179</b>	<b>17 065 635</b>	<b>1 223 544</b>
( 1 ) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE		
	Montant Brut	1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans
Emprunt obligataire (2)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	31 938	31 938	
Emprunts et dettes financières divers (2)	5 545		5 545
Dettes des legs ou donations			
Fournisseurs et comptes rattachés	1 277 619	1 277 619	
Personnel et comptes rattachés	1 480 692	1 480 692	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 432 669	3 432 669	
Etat et collectivités publiques	72 208	72 208	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Groupe et associés	308 869	308 869	
Autres dettes	3 123 660	1 357 928	1 765 732
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL</b>	<b>9 733 200</b>	<b>7 961 923</b>	<b>1 771 277</b>
(2) Montant :			
Emprunts souscrits en cours d'exercice			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	49 085		

Annexe visée  
par le CAC

## Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
<b>Fonds propres</b>									
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>146 360</b>								<b>146 360</b>
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	146 360								146 360
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>									
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires									
<b>Ecart de réévaluation</b>									
<b>Réserves</b>	<b>7 685 130</b>	<b>231 611</b>							<b>7 916 741</b>
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité	167 879								167 879
Autres réserves (dont investissement)	175 588								175 588
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	7 341 663	231 611							7 573 274
Investissement	4 985 730	21 425							5 007 155
Compensation	1 664 955	210 186							1 875 141
Compensation des charges d'amortissement									
Trésorerie	690 978								690 978
<b>Report à nouveau</b>	<b>-1 454 059</b>	<b>-1 061 744</b>							<b>-2 515 803</b>
R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers	478 011	1 995 578							2 473 589
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	746 798	2 369 595							3 116 393
Charges rejetées par l'autorité		-141 572							-141 572
Charges dont la prise en compte est différée	-268 787	-232 445							-501 232
Autres Reports à nouveau	-1 932 070	-3 057 322							-4 989 392
Activités des ESMS sous gestion libre	-6 918								-6 918
Autres activités	-1 925 152	-3 057 322							-4 982 474
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-830 130</b>	<b>830 130</b>					<b>1 603 095</b>	<b>-178 151</b>	<b>1 424 944</b>
Activités ESMS sous gestion contrôlée	2 063 401	-2 063 401					1 603 095		1 603 095
Autres activités	-2 893 531	2 893 531						-178 151	-178 151
<b>Situation Nette</b>	<b>5 547 301</b>	<b>-3</b>					<b>1 603 095</b>	<b>-178 151</b>	<b>6 972 242</b>
Subventions	1 159 844							-184 838	975 006
Provisions réglementées	500 136							-23 759	476 377
<b>TOTAL</b>	<b>7 207 281</b>	<b>-3</b>					<b>1 603 095</b>	<b>-386 748</b>	<b>8 423 625</b>

Annexe visée  
par le CAC

**Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT**

	2024	en Gestion contrôlée	en Gestion libre	Variation de périmètre
508_CHUI	0		0	
546_Résidence Accueil	0		0	
548_Centre Social	0		0	
549_IML	0		0	
552_CHRS Domaine de Songoro	4 207	4 207		
553_Pôle Solidarités	-44 171		-44 171	
563_Service Tutelaire	63 177	63 177		
511_UEEA	21 529	21 529		
518_Plateforme Autisme EDAP CRA AJ	357 057	357 057		
519_CMPP Maison de Santé Mentale	48 437	48 437		
554_ITEP SESSAD Mar'Ylang	33 510	33 510		
515_IME - SESSAD - Dispositif Intégré	-65 483	-65 483		
567_SESSAD Moinandzia	894 152	894 152		
973_IME Arc en Ciel	-162 297	-162 297		
507_CAMSP Sud	-178 324	-178 324		
568_CAMSP Nord	-157 529	-157 529		
974_CAMSP Mamoudzou	38 627	38 627		
<b>Secteur Solidarités</b>	<b>852 892</b>	<b>897 063</b>	<b>-44 171</b>	
509_Jeunes en Errance	0		0	En Fermeture
516_MNA EMA ZAWYA	331 711	331 711		
517_MNA DAMNA	15 169	15 169		
545_Ecole Deuxième Chance	-620 308		-620 308	
547_PAEJ	0		0	
555_EPE DAGO	-427 669	-427 669		
556_Maison des adolescents	0		0	
557_Pôle Enfance	73 475		73 475	
559_Section animation de la vie sociale	161 660		161 660	
560_Médiation familiale	0		0	
564_AEMO	649 330	649 330		
565_CER	43 603	43 603		
566_MECS	185 826	185 826		
569_LVA	-94 652	-94 652		
<b>Secteur Jeunesse</b>	<b>318 145</b>	<b>703 318</b>	<b>-385 173</b>	
558_Formations	-37 106		-37 106	En fermeture
561_M'Tsangabeach	-367 869		-367 869	
562_SIAE	868 343		868 343	
<b>Secteur Commerce et Services</b>	<b>463 368</b>	<b>0</b>	<b>463 368</b>	

Annexe visée<sup>27</sup>  
par le CAC

## Note 8. PROVISIONS & DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR								
Amortissements dérogatoires	238 873							238 873
Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo.								
Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants	261 263		-23 759					237 504
Provisions pour renouvellement des immobilisations								
Provision liée à l'Effort de Construction								
Autres provisions réglementées								
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>500 136</b>		<b>-23 759</b>					<b>476 377</b>
Provisions pour litiges salariaux		39 383						39 383
Provisions pour risques								
Provisions pour charges								
Provisions pour grosses réparations	790 632		-107 909					682 723
Provisions pour départ à la retraite								
Provisions pour fermeture & restructuration								
Autres provisions pour risques et charges	57 820	216 463						274 283
<b>TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>848 452</b>	<b>255 846</b>	<b>-107 909</b>					<b>996 389</b>
Sur immobilisations :								
- incorporelles		10 252						10 252
- corporelles		577 149						577 149
- financières	5 774							5 774
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients	18 380	93 340	-1 006					110 714
Autres dépréciations	2 370 850	380 854	-109 522	-249 623				2 392 559
<b>TOTAL DEPRECIATIONS</b>	<b>2 395 004</b>	<b>1 061 595</b>	<b>-110 528</b>	<b>-249 623</b>				<b>3 096 448</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 743 592</b>	<b>1 317 441</b>	<b>-242 196</b>	<b>-249 623</b>				<b>4 569 214</b>
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		1 317 441	-218 434	-249 623				
- financière								
- exceptionnelle			-23 759					
- provision pour impôts								

Annexe visée  
par le CAC

## Note 9. FONDS DEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	Montant Global C	Dont rembours D	D	E=A+B+C+D	
Immobilisations	467 434	322 725			-58 162	731 998	409 273
Immobilisations acquises	497 874		-126 539		58 162	429 497	
Travaux non immobilisés	237 530		-21 000			216 530	216 531
Extensions de places	79 824					79 824	
Charges de personnel	41 082	21 375	-41 082			21 375	
Financement formation	282 669		-42 133			240 536	240 536
Produits pharmaceutiques	7 259		-4 977			2 282	
COVID19	118 983		-13 112			105 871	105 871
Actions Ponctuelles - Fonctionnement	60 111	50 923	-60 111			50 923	
CHIDO		195 000				195 000	
Dispositifs ACT		189 090				189 090	
Dispositifs IMPRO		127 105				127 105	
<b>FD s/ contributions d'ATC</b>	<b>1 792 768</b>	<b>906 217</b>	<b>-308 955</b>			<b>2 390 030</b>	<b>972 210</b>
Immobilisations	257 618		-46 211		-160 816	50 591	50 591
Immobilisations acquises	337 062		-168 850		160 816	329 028	
Charges de personnel	83 109		-17 882			65 227	65 227
Formation	38 550		-28 550		12 150	22 150	10 000
Actions Ponctuelles - Fonctionnement	664 552	739 784	-526 106		48 773	927 003	79 821
Observatoire de la Vie Sociale	34 625		-34 625				
Dispositifs Hébergement Insertion	2 026 836	1 448 703	-1 742 339			1 733 200	
Dispositifs Hébergement	536 296	233 355	-359 619			410 032	
Dispositifs CMPP	246 391		-154 904			91 486	
Dispositifs CHU	381 613	139 816	-217 823			303 605	
Dispositifs CPCA	63 061	26 430	-63 061			26 430	
Exp. GMS	285 127	368 406	-285 127			368 406	
Ville Mamoudzou - Parc Agricole Kaweni	444 559		-444 559				
Plan Pauvreté - Autonomie Numérique	73 076	137 266	-73 076			137 266	
ESMS Numérique	796 829		-193 662			603 167	110 435
Lutte contre la radicalisation	113 256					113 256	113 256
Subv FDS Réunification Familiale 2019	9 786		-9 786				
Jeunes et Familles invisibles	271 338	88 394	-118 094			241 638	
Covid 19	5 499		-5 499				
FSE	35 795					35 795	35 795
ISTF	6 156	14 914	-6 156			14 914	
FD DEETS	23 676	7 354	-23 676			7 354	
FD quartier d'été / ADJ	264 131	355 009	-264 131			355 009	
Médiation sociale et ambassadeur de l'eau	339 072	10 463	-339 072			10 463	
FD 1000er jours	25 881	20 000	-10 425			35 456	
FD Auto école	60 923				-60 923	0	
FD Parcours mobilité		67 568				67 568	
FIR	14 722	2 983	-14 722			2 983	
FD exploitation ISCG		38 525				38 525	
<b>FD s/ subventions</b>	<b>7 439 537</b>	<b>3 698 970</b>	<b>-5 147 955</b>		<b>0</b>	<b>5 990 552</b>	<b>465 126</b>
<b>Total</b>	<b>9 232 305</b>	<b>4 605 187</b>	<b>-5 456 910</b>		<b>0</b>	<b>8 380 583</b>	<b>1 437 336</b>

Annexe visée  
par le CAC



## Note 10. CHARGES A PAYER

	31/12/2024
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	
Comptes courants - Intérêts à payer	
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>	
<b>Fournisseurs d'exploitation</b>	<b>326 503</b>
Congés payés, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	1 568 735
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	1 511 179
Etat - autres charges à payer	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>3 079 914</b>
Clients - Avoirs à établir	
Divers - Charges à payer	
<b>Autres dettes</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>3 406 417</b>

## Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/2024
<b>Créances usagers et comptes rattachés</b>	<b>65 656</b>
Fournisseurs – RRR à obtenir et avoirs non reçus	
Personnel - Produits à recevoir	
Organismes sociaux IJSS	456 015
Etat - Produits à recevoir	4 365
Subvention à recevoir	761 146
Comptes courants produits à recevoir	4 884
Divers - Produits à recevoir	
<b>Autres</b>	<b>1 226 410</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 292 066</b>

## Note 13. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Financier	31-12-2024	31-12-2023
Etat - ARS - CNR CMPP	220 000	
Etat - ARS - subvention	767 028	
Etat - ARS - CNR IMPRO	1 649 062	
Etat - Préfecture de Mayotte	15 514	
Convention de partenariat Le Clerc - Programme CEE TIMS	285 395	
Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie	186 661	
Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités		252 272
<b>Total</b>	<b>3 123 659</b>	<b>252 272</b>

Annexe visée  
par le CAC



## Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2024	31/12/2023	FINANCEMENTS	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles brutes	326 058	317 809	Apports, dotations, rés et fonds propres	314 239	314 239
Immobilisations corporelles brutes					
- Terrains	227 759	218 776	Réserves affectées à l'investissement	5 182 743	5 161 318
- Agencements		1 297	Réserve de compens des charges d'amort.		
- Constructions	2 183 376	2 036 329	Subventions d'investissement	975 006	1 159 844
- Installations, matériels et outillages	106 264	232 733	Provisions réglementées	237 504	261 263
- Autres immobilisations corporelles	7 928 355	9 320 681	Provisions régl. des PV nettes d'actif	238 873	238 873
			Fonds dédiés immobilisations	1 757 642	1 797 518
Immo. corporelles et incorporelles en cours	7 500	21 658	Emprunts - dettes financières	31 938	81 023
Immo. en cours - part investissement PPP			Dépôts et cautionnements reçus	5 545	5 545
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Amortissements des immobilisations		
Immobilisations financières	387 596	350 018	- Incorporelles	230 606	204 246
Amortissements excédentaires différés			- Agencements des terrains	252	373
			- Constructions	1 087 659	894 578
Charges à répartir			- Installations, matériels et outillages	76 939	162 777
Autres			- Autres immobilisations corporelles	4 886 431	5 214 221
			Dépréciations des immobilisations	593 175	5 774
			Dépenses refusées par l'ATC		
			Autres réserves	-4 989 392	-1 932 070
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
<b>Biens stables (II)</b>	<b>11 166 908</b>	<b>12 499 301</b>	<b>Financements stables (I)</b>	<b>10 629 160</b>	<b>13 569 522</b>
<b>FRI NÉGATIF (I-II)</b>	<b>537 748</b>		<b>FRI POSITIF (I-II)</b>		<b>1 070 221</b>
Reports à nouveau déficitaires	1 714 320	1 399 624	Réserves et provisions à la couv du BFR	690 978	690 978
Résultat déficitaire		830 130	Réserves de compensation des déficits	1 875 141	1 664 955
Créances Glissantes			Résultat excédentaire	1 424 944	
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	4 689 141	2 146 422
			Provisions pour risques et charges	996 389	848 452
			Fonds dédiés d'exploitation	6 622 939	7 434 790
			Dépréciation des stocks et créances	2 503 273	2 389 230
Autres			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
<b>Actifs stables d'exploitation (IV)</b>	<b>1 714 320</b>	<b>2 229 754</b>	<b>Financements stables d'exploitation (III)</b>	<b>18 802 805</b>	<b>15 174 827</b>
<b>FRE NÉGATIF (III-IV)</b>			<b>FRE POSITIF (III-IV)</b>	<b>17 088 485</b>	<b>12 945 073</b>
<b>FRNG NEGATIF</b>			<b>FRNG POSITIF</b>	<b>16 550 737</b>	<b>14 015 294</b>
Stocks			Avances reçues	5 006	6 454
Avances et acomptes versés	177 249	47 535	Fournisseurs d'exploitation	1 277 619	1 121 569
Organismes payeurs, usagers	6 209 194	4 439 635	Dettes fiscales et sociales	4 985 569	3 889 283
Créances diverses d'exploitation	11 531 337	10 973 697	Dettes diverses d'exploitation	308 729	2 169 200
Créances irrécouvrables en non-valeur	19 574	18 380	Produits constatés d'avance	3 123 660	252 272
Charges constatées d'avance	603	23 943	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	501 232	268 787	Fonds en dépôt par les résidents		
Autres	141 884	159 335	Autres	140	
<b>Valeurs d'exploitation (VI)</b>	<b>18 581 073</b>	<b>15 931 312</b>	<b>Dettes d'exploitation (V)</b>	<b>9 700 723</b>	<b>7 438 778</b>
<b>BFR (VI-V)</b>	<b>8 880 350</b>	<b>8 492 534</b>	<b>EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)</b>		
Valeurs mobilières de placement	275 057	275 057	Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités	7 395 330	5 247 855	Fonds des majeurs protégés		
Régie d'avance			Concours bancaires courants		152
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus		
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie			Comptes de liaison trésorerie		
<b>Liquidités (VIII)</b>	<b>7 670 387</b>	<b>5 522 912</b>	<b>Financements à court terme (VII)</b>		152
<b>TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VI)</b>	<b>7 670 387</b>	<b>5 522 760</b>	<b>TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VI)</b>		
<b>TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)</b>	<b>39 132 688</b>	<b>36 183 279</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)</b>	<b>39 132 688</b>	<b>36 183 279</b>

Annexe visée  
par le GAC

## Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>5 522 760</b>
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 843 842</b>
+ Amortissements		1 565 696
+ Provisions		849 384
+ Fonds dédiés		-851 722
+ Autres		-184 854
	<b>Resultat brut d'exploitation</b>	<b>3 222 346</b>
- Frais financiers		-1 014
+ Produits financiers		8 598
- Impôt sur les sociétés		
+/- Charges et produits exceptionnels		-960
+/- Autres		
	<b>Capacité d'auto-financement</b>	<b>3 228 970</b>
Variation des créances d'exploitation		-2 417 316
Variation des dettes d'exploitation		2 261 945
<b>- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>		<b>-155 371</b>
	<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>3 073 599</b>
- Acquisition d'immobilisations		-890 031
+ Cession d'immobilisations		13 144
	<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>-876 887</b>
+ Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire		
+ Subventions d'investissement reçues		
+ Emissions d'emprunts		
- Remboursements d'emprunts		-49 085
+/- Dépôts de garanties reçus		
+ Autres variations		
	<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>-49 085</b>
	<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>7 670 387</b>

Annexe visée  
par le CAC

## Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31/12/2024	31/12/2023
Solidarités	21 882 691	21 361 661
Jeunesse	17 155 620	17 370 519
Commerce et Services	3 616 322	2 855 691
Groupe - Support	656 280	1 085 767
Facturation entre établissements	-115 048	-181 414
<b>Produits par activité</b>	<b>43 195 865</b>	<b>42 492 224</b>
Gestion libre	16 466 771	18 800 737
Gestion contrôlée	26 784 296	23 781 544
Facturation entre établissements	-55 202	-90 057
<b>Produits par nature de financement</b>	<b>43 195 865</b>	<b>42 492 224</b>
Secteur lucratif		
Secteur non lucratif	43 195 865	42 492 224
<b>Produits par secteur fiscal</b>	<b>43 195 865</b>	<b>42 492 224</b>

## Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Résultat exceptionnel	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	100	10 004	(9 904)	29 000	24 271	4 729
Immobilisations financières		9 200	(9 200)			
QP de subventions des actifs cédés						
<b>Opérations en capital</b>	<b>100</b>	<b>19 204</b>	<b>(19 104)</b>	<b>29 000</b>	<b>24 271</b>	<b>4 729</b>
Aux amortissements excep. des immo.		430 177	(430 177)		51 292	(51 292)
Aux amortissements dérogatoires						
Aux provisions réglementées	23 759		23 759	24 296		24 296
Aux provisions pour risques et charges						
<b>Dotations et reprises</b>	<b>23 759</b>	<b>430 177</b>	<b>(406 418)</b>	<b>24 296</b>	<b>51 292</b>	<b>(26 996)</b>
Pénalités et amendes		35	(35)		15	(15)
Indemnités rupture de bail Tsingoni					60 000	(60 000)
Autres charges et produits exceptionnels		925	(925)	2 618		2 618
<b>Opérations de gestion</b>		<b>960</b>	<b>(960)</b>	<b>2 618</b>	<b>60 015</b>	<b>(57 397)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>23 859</b>	<b>450 341</b>	<b>(426 482)</b>	<b>55 914</b>	<b>135 578</b>	<b>(79 664)</b>

Annexe visée  
par le CAC

## Note 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable sous gestion propre	-178 151	-2 893 531
Résultat comptable sous gestion contrôlée	1 603 095	2 063 401
<b>Résultat Comptable</b>	<b>1 424 944</b>	<b>-830 130</b>

<b>Reprise de Résultats Antérieurs</b>	<b>-456 979</b>	
--	-----------------	--

<b>Résultat Effectif Global</b>	<b>967 965</b>	<b>-830 130</b>
dont Résultat effectif sous gestion propre	-178 151	-2 893 531
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	1 146 116	2 063 401

## Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours Publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe		1 279 720	
Etat	4 392 174	5 579 442	
Etat - Assurance Maladie - ARS	12 651 868	1 987 075	
Etat - CAF		543 485	
Etat - Dirrecte		77 058	
Etat - ASP		948 121	
Régions			
Départements	7 501 566	627 098	
Communes, Villes		15 000	
Autres Financeurs		271 228	
<b>TOTAL</b>	<b>24 545 608</b>	<b>11 328 227</b>	

Annexe visée  
par le CAC

## Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

	Solidarité	Jeunesse	Commerce et Services	Groupe	Inter Secteur	Total
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>21 882 691</b>	<b>17 155 620</b>	<b>3 616 322</b>	<b>656 280</b>	<b>-115 048</b>	<b>43 195 865</b>
Cotisations						
Ventes de biens et services	110 249	2 205	358 549	228 716	-115 048	584 671
-Ventes de biens	4 002	2 630	8 997			15 629
-Ventes de prestations de service	106 247	-425	349 552	228 716	-115 048	569 042
Produits de tiers financeurs	18 285 177	15 243 952	2 511 837	13 471		36 054 437
-Concours publics	13 910 143	10 635 465				24 545 608
-Subventions d'exploitation	4 374 434	4 542 831	2 397 491	13 471		11 328 227
-Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible						
-Ressources liées à la générosité du public						
-Contributions financières	600	65 656	114 346			180 602
Production Stockée						
Production Immobilisée						
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	190 980	272 050	443	46 383		509 856
Utilisation des fonds dédiés	3 127 026	1 394 300	660 865	274 719		5 456 910
Autres produits de Gestion Courante	169 259	243 113	84 628	92 991		589 991
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>19 290 990</b>	<b>15 701 827</b>	<b>2 854 040</b>	<b>3 620 214</b>	<b>-115 048</b>	<b>41 352 023</b>
Achat de marchandises	12 657					12 657
Variation de stocks de marchandises						
Achats de matières premières et autres appro		10	96 561			96 571
Variation de stocks matières premières et autres appro						
Autres achats et charges externes	3 954 922	2 480 055	650 136	1 189 088	-115 048	8 159 153
Aides financières	484 369	4 376				488 745
Impôts, taxes et versements assimilés	462 579	480 391	83 088	96 186		1 122 244
Salaires et traitements	7 348 580	7 886 515	1 292 480	1 708 004		18 235 579
Charges sociales	2 624 084	2 400 906	322 215	222 719		5 569 924
Dotation aux amortissements et aux provisions						
-Sur immobilisations : dotations aux amortissements	819 902	429 182	132 385	184 227		1 565 696
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations	203 683	101 015	73 100	209 603		587 401
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations	5 020	365 311	103 863			474 194
-Pour risques et charges : dotations aux provisions		255 846				255 846
Reports de fonds dédiés	3 236 548	1 276 072	92 568			4 605 188
Autres charges d'exploitation	138 646	22 148	7 644	10 387		178 825
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>2 591 701</b>	<b>1 453 793</b>	<b>762 282</b>	<b>-2 963 934</b>		<b>1 843 842</b>
<b>QP de résultat sur opérations faites en commun</b>	<b>-1 596 711</b>	<b>-1 040 521</b>	<b>-128 928</b>	<b>2 766 160</b>		
Produits financiers				8 598		8 598
Charges financières	-6	1 024	-4			1 014
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>6</b>	<b>-1 024</b>	<b>4</b>	<b>8 598</b>		<b>7 584</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>994 996</b>	<b>412 248</b>	<b>633 358</b>	<b>-189 176</b>		<b>1 851 426</b>
Produits exceptionnels	23 759	100				23 859
Charges exceptionnelles	165 863	94 203	169 990	20 285		450 341
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-142 104</b>	<b>-94 103</b>	<b>-169 990</b>	<b>-20 285</b>		<b>-426 482</b>
Participation des salariés aux résultats						
Impôts sur les sociétés						
<b>RESULTAT NET</b>	<b>852 892</b>	<b>318 145</b>	<b>463 368</b>	<b>-209 461</b>		<b>1 424 944</b>
Total des charges	21 053 558	16 837 575	3 152 954	3 640 499	-2 881 208	41 803 378
Total des produits	21 906 450	17 155 720	3 616 322	3 431 038	-2 881 208	43 228 322

Annexe visée  
par le CAC

## Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

	Activités ESMS - Gestion Contrôlée	Autres Activités - Gestion Libre	Inter Secteur	Total
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>26 784 296</b>	<b>16 466 771</b>	<b>-55 202</b>	<b>43 195 865</b>
Cotisations				
Ventes de biens et services	229 028	410 845	-55 202	584 671
-Ventes de biens		15 629		15 629
-Ventes de prestations de service	229 028	395 216	-55 202	569 042
Produits de tiers financeurs	25 378 759	10 675 678		36 054 437
-Concours publics	24 545 608			24 545 608
-Subventions d'exploitation	832 551	10 495 676		11 328 227
-Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible				
-Ressources liées à la générosité du public				
-Contributions financières	600	180 002		180 602
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Reprises sur prov(et amort), transfert de charges	218 911	290 945		509 856
Utilisation des fonds dédiés	562 201	4 894 709		5 456 910
Autres produits de Gestion Courante	395 397	194 594		589 991
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>25 753 103</b>	<b>15 654 122</b>	<b>-55 202</b>	<b>41 352 023</b>
Achat de marchandises	2 044	10 613		12 657
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro		96 571		96 571
Variation de stocks matières premières et autres appro				
Autres achats et charges externes	5 166 304	3 048 051	-55 202	8 159 153
Aides financières	488 745			488 745
Impôts, taxes et versements assimilés	800 529	321 715		1 122 244
Salaires et traitements	12 946 241	5 289 338		18 235 579
Charges sociales	3 832 330	1 737 594		5 569 924
Dotation aux amortissements et aux provisions				
-Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 035 329	530 367		1 565 696
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations	304 698	282 703		587 401
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations	2 820	471 374		474 194
-Pour risques et charges : dotations aux provisions	39 383	216 463		255 846
Reports de fonds dédiés	990 020	3 615 168		4 605 188
Autres charges d'exploitation	144 660	34 165		178 825
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 031 193</b>	<b>812 649</b>		<b>1 843 842</b>
<b>QP de résultat sur opérations faites en commun</b>	<b>811 654</b>	<b>-811 654</b>		
Produits financiers	3 714	4 884		8 598
Charges financières	1 036	-22		1 014
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>2 678</b>	<b>4 906</b>		<b>7 584</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>1 845 525</b>	<b>5 901</b>		<b>1 851 426</b>
Produits exceptionnels	23 859			23 859
Charges exceptionnelles	266 289	184 052		450 341
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-242 430</b>	<b>-184 052</b>		<b>-426 482</b>
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les sociétés				
<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 603 095</b>	<b>-178 151</b>		<b>1 424 944</b>
Total des charges	26 020 428	16 649 806	-866 856	41 803 378
Total des produits	27 623 523	16 471 655	-866 856	43 228 322

Annexe visée  
par le CAC



<b>AUTRES INFORMATIONS :</b>
------------------------------

## **Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN**

### **a) Engagements donnés :**

#### **a.1 Intérêts restant à courir sur emprunts auprès des établissements de crédit**

en euros	31-12-2024
Part à moins d'un an	216
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	
Part à plus de 5 ans	
<b>TOTAL</b>	<b>216</b>

#### **a.2 Garanties données aux établissements financiers**

Nature de la Garantie	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie	Capital restant dû au 31-12-2024
Nantissements de produits financiers	Crédit Agricole de la Réunion	274 000	31 938

#### **a.3 Autres Engagements Donnés**

L'association Mlezi Maore est membre du GIE Alliance Gestion est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres d'Alliance Gestion.

Au 31 décembre 2024, le passif d'Alliance Gestion répondant au critère ci-dessus s'élève à :

	en euros
Dettes financières	2 458 715
Dettes d'exploitation	8 082 275
Autres dettes	3 537 495
	<b>14 078 485</b>

Au cours de l'exercice 2024, la participation de Mlezi Maore à l'ensemble des charges d'Alliance Gestion a été de 1,81 %.

### **b) Engagements reçus :**

Non applicable.

Annexe visée  
par le CAC

### **Note 23. EFFECTIF**

Effectifs moyen par CSP	
Direction	32
Administration générale	102
Service Généraux	109
Restauration	
Socio-éducatif	304
Paramédical	36
Médical	4
Autres fonctions	
<b>Total</b>	<b>587</b>

### **Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE**

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.  
Au titre de l'exercice 2024, Mlezi Maore n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature.

### **Note 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES**

Dans le cadre de la loi n° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 0 euros, représentant uniquement des rémunérations.

Le Président Administrateur unique est Bénévole et n'a perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

### **Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le montant des honoraires, toutes taxes non récupérables incluses, comptabilisés au sein du compte du résultat est réparti comme suit :

- Honoraires liés à la mission de contrôle légal des comptes sociaux : 22 000 euros
- Honoraires liés aux autres services : 4 000 euros

### **Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT**

Néant.

\*\*\*\*\*

Annexe visée  
par le CAC